

Province de HAINAUT

Arrondissement de MONS

COMMUNE DE JURBISE

## PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAL DE JURBISE

---

### SEANCE PUBLIQUE DU 18 DECEMBRE 2012

**PRESENTS** : MM. Galant J., Présidente,  
Caulier G., Horny D., Desmet-Culquin B., D'Haese-Leuridant M., Echevins,  
Dubois G., Mauroy-Moulin-Stalpaert P., Pottiez P., Hallot J.P., Breuse E., Senecaut M.,  
Robette-Delputte F., Delhayé J., Chanoine V., Demoustiez A., Dessilly V., Decoster C., Egels E., Petit N., Conseillers.

Monsieur Gillard S., Secrétaire Communal f.f.

Mme F. Robette-Delputte a rejoint la séance lors de l'analyse du point 8 de l'ordre du jour, et a pris part au vote à partir du point 9.

Mme P Mauroy-Moulin-Stalpaert a rejoint la séance lors de l'analyse du point 18 de l'ordre du jour, et a pris part au vote à partir de ce même point 18.

**EXCUSES** : Vanderkel A., Decamps P., Conseillers.

-----

*La Présidente débute la séance en indiquant qu'une double correction doit être apportée à l'ordre du jour : aux points 34 et 35, il convient de lire « **Approbation** » et non « **Ratification** ».*

-----

#### **1. Approbation du Procès-verbal de la séance d'installation du 03 décembre 2012**

*« Madame Senecaut fait remarquer que le nom de la conseillère « P.S » du Conseil de l'Action sociale du C.P.A.S, Mme Isabelle Pierret, était erronément mentionné dans une publication communale ».*

**Le Conseil Communal, à l'unanimité :**

Approuve le procès-verbal de la séance du Conseil Communal du 03 décembre 2012.

-----

**2. Finances – Avance de trésorerie en vue de faire face au paiement de dépenses ordinaires obligatoires urgentes en attendant notamment la perception des taxes et redevances reprises au budget communal de l'exercice 2013**

**Le Conseil Communal,**

**Vu** la nécessité dans laquelle se trouve la commune de recouvrir à l'avance de trésorerie pour 2013 en vue de faire face au paiement de dépenses ordinaires obligatoires urgentes pour assurer la vie normale des établissements et services communaux, en attendant notamment la perception des taxes et redevances reprises au budget et centralisées à Belfius Banque.

**Vu** le Code la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : De solliciter Belfius Banque aux fins ci-dessus, une avance de trésorerie pouvant s'élever au solde non encore perçu des 9/10 du montant des taxes et redevances précitées.

Cette opération sera réalisée aux conditions en vigueur pour les avances de trésorerie gagées par le disponible des recettes ordinaires communales centralisées à Belfius Banque.

Il est expressément entendu que Belfius Banque pourra affecter d'office au remboursement de l'avance précitée toute somme qui sera portée au compte courant de la commune du chef des recettes ordinaires avancées.

**Et s'engage irrévocablement :**

**Article 1<sup>er</sup>** : à prendre toutes les mesures nécessaire en vue d'inviter à l'avenir – notamment dans les extraits de rôle, avertissements et toutes invitations à payer quelles qu'elles soient – tous les contribuables à verser directement tant pour l'exercice courant que pour les exercices ultérieurs, lesdites taxes et redevances directement au compte suivant ouvert à Belfius Banque  
097 – 1542920 – 38 associé au n° 91 – 0003837 – 83

**Article 2** : à faire parvenir sans délai à tous les contribuables les extraits de rôle et éventuellement les avertissements et toutes invitations à payer.

**Article 3** : à aviser d'office et sans retard Belfius Banque de toutes modification, réduction ou suppression des taxes et redevances en cause.

-----  
**3. Finances - Modification budgétaire N°2 de l'exercice 2012 des services ordinaire et extraordinaire du CPAS**

**Le Conseil Communal, avec 13 voix « pour » et 4 abstentions :**

Approuve la modification budgétaire n°2, exercice 2012, des services ordinaires et extraordinaires du CPAS.  
-----

#### **4. Finances – Douzièmes provisoires pour l'exercice 2013**

*Monsieur Delhay demande sur quelle base les montants envisagés ont été élaborés, et si les recommandations et consignes de la circulaire budgétaire ont été suivies en la matière. La Présidente lui confirme que cette circulaire a été pleinement suivie et respectée.*

**Le Conseil Communal,**

**Attendu** que le budget communal pour l'exercice 2013 n'est pas clôturé vu le manque de renseignements nécessaires à l'établissement correct de celui-ci;

**Attendu** qu'il n'est donc pas possible au Conseil Communal de voter le budget de l'exercice 2013 dans les délais prévus par le Code de la Démocratie Locale et de Décentralisation ;

**Considérant** qu'il est toutefois nécessaire que le Collège Communal et le Receveur Communal puissent respectivement engager et régler les dépenses obligatoires et indispensables afin d'assurer la vie normale des services communaux, et ce, dans les limites tracées par les dispositions légales ;

**Attendu** que le recours aux douzièmes provisoires doit être exceptionnel et strictement limité, dans le respect des principes contenus dans l'A.R. du 02/08/1990 portant règlement général de la comptabilité communale paru au MB du 03/10/1990 et plus particulièrement son article 14, aliéna 2 ;

**Attendu** que le budget communal de l'exercice 2013 sera présenté au prochain Conseil Communal ;

**Vu** les articles L3121-1 et L3122-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

**Vu** l'impérieuse nécessité ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

**Article unique** : Le Collège Communal à effectuer, pour l'exercice 2013, les dépenses nécessaires et strictement obligatoires à la vie normale des établissements et services communaux à concurrence d'une douzième provisoire de l'exercice précédent et ce pour une période d'un mois, prenant cours le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et se clôturant le 31 janvier 2013.

-----

#### **5. Finances – Modification budgétaire n°1 de l'exercice 2012 de la fabrique d'Eglise Saint-Barthélemy d'Erbaut**

**Le Conseil Communal, avec 14 voix « pour » et 2 abstentions- Monsieur CHANOINE ne prenant part au vote :**

Emet un avis favorable sur la modification budgétaire n°1, exercice 2012, de la fabrique d'Eglise Saint-Barthélemy d'Erbaut.

-----

**6. Finances – Modification budgétaire n°1 de l'exercice 2012 de la fabrique d'Eglise Saint-Eloi de Jurbise**

**Le Conseil Communal, avec 15 voix « pour » et 2 abstentions :**

Emet un avis favorable sur la modification budgétaire n°1, exercice 2012, de la fabrique d'Eglise Saint-Barthélemy d'Erbaut.

-----

**7. Finances – Modification budgétaire n°1 de l'exercice 2012 de la fabrique d'Eglise Notre-Dame du Perpétuel Secours de Masnuy-Saint-Jean**

**Le Conseil Communal, avec 15 voix « pour » et 2 abstentions :**

Emet un avis favorable sur la modification budgétaire n°1, exercice 2012, de la fabrique d'Eglise Notre-Dame du Perpétuel Secours de Jurbise.

-----

**8. Finances – Fabrique d'Eglise Notre-Dame de Vacresse à Herchies-Vacresse : Amendement du budget 2013**

**Le Conseil Communal,**

**Vu** le budget établi pour l'exercice 2013 par le Conseil de la Fabrique d'Eglise Notre Dame de Vacresse à Herchies-Vacresse ;

**Attendu** qu'un montant de 8.000,00 € y est inscrit, à l'article 56 du service extraordinaire pour la réparation de fissures dans le clocher ainsi que des travaux de peinture ;

**Attendu** que le Conseil de la Fabrique d'Eglise a financé ce projet extraordinaire en recette extraordinaire à l'article 25 – subsides extraordinaire de la commune pour un montant de 11.767,46€ ;

**Considérant** que cette dépense extraordinaire doit être financée par une recette extraordinaire du même montant afin d'assurer le principe d'équilibre du budget, il y a lieu d'amender le budget et de porter les corrections à l'article 25 des recettes extraordinaires;

**Vu** l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 5 juillet 2007 portant le Règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation;

**Vu** le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation en ses articles L1122-30 et L1321-1 ;

**DECIDE, par 15 voix « pour » et 2 abstentions :**

**Article 1<sup>er</sup> :** D'amender le budget de l'exercice 2013 étant donné qu'une dépense extraordinaire doit être financée par une recette extraordinaire du même montant. Il y a donc lieu d'apporter les modifications suivantes :

- article 17 des recettes ordinaires : augmentation du montant de 390,13 € pour porter la somme à 4.157,62 €
- article 25 des recettes extraordinaires : correction du montant inscrit à cet article 8000 € au lieu de 11767.46€

**Article 2** : De transmettre exemplaire de la présente décision à la Députation Permanente, l'Evêché, au Président du Conseil de Fabrique et à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

-----  
**Mme Robette-Delputte intègre la séance.**  
-----

**9. Finances – Fabrique d'Eglise Notre-Dame de Vacresse à Herchies-Vacresse : Budget 2013**

**Le Conseil Communal, avec 16 voix « pour » et 2 abstentions :**

Emet un avis favorable sur le budget 2013 de la fabrique d'Eglise Notre-Dame de Vacresse à Vacresse-Herchies.

-----  
**10. Finances – Fabrique d'Eglise Saint-Martin à Herchies : Budget 2013**

**Le Conseil Communal, avec 16 voix « pour » et 2 abstentions :**

Emet un avis favorable sur le budget 2013 de la fabrique d'Eglise Saint-Martin à Herchies.

-----  
**11. Finances – Fabrique d'Eglise Saint-Pierre à Masnuy-Saint-Pierre: Budget 2013**

**Le Conseil Communal, avec 16 voix « pour » et 2 abstentions :**

Emet un avis favorable sur le budget 2013 de la fabrique d'Eglise Saint-Pierre à Masnuy-Saint-Pierre.

-----  
**12. Finances – Synode de l'Eglise Protestante Unie de Belgique : Budget 2013**

**Le Conseil Communal, avec 16 voix « pour » et 2 abstentions :**

Emet un avis favorable sur le budget 2013 du synode de l'Eglise Protestante Unie de Belgique.

-----  
**13. Finances – Fabrique d'Eglise Saint-Jean à Masnuy-Saint-Jean: Budget 2013**

**Le Conseil Communal, avec 16 voix « pour » et 2 abstentions :**

Emet un avis favorable sur le budget 2013 de la fabrique d'Eglise Saint-Jean à Masnuy-Saint-Jean.

#### **14. Finances – Fabrique d’Eglise Saint-Martin à Erbisoeul: Budget 2013**

**Le Conseil Communal, avec 16 voix « pour » et 2 abstentions :**

Emet un avis favorable sur le budget 2013 de la fabrique d’Eglise Saint-Martin à Erbisoeul.

-----

#### **15. Finances – Fabrique d’Eglise Saint-Barthélemy à Erbaut: Budget 2013**

**Le Conseil Communal, avec 15 voix « pour » et 2 abstentions- Monsieur CHANOINE ne prenant part au vote :**

Emet un avis favorable sur le budget 2013 de la fabrique d’Eglise Saint-Barthélemy à Erbaut.

-----

#### **16. Finances – Arrêté du Gouvernement Wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l’activité usuelle des ménages, taux de couverture des coûts en matière de déchets des ménages, calculé sur base du budget 2013 et arrêté par le Collège Communal au 13/11/2012**

*« Madame Senecaut demande si, afin d’atteindre un coût-vérité de 100%, le nombre de sacs-poubelles distribués sera revu à la baisse en 2013. La Présidente lui répond par la négative. »*

**Le Conseil Communal, à l’unanimité :**

Approuve l’ Arrêté du Gouvernement Wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l’activité usuelle des ménages, et le taux de couverture des coûts en matière de déchets des ménages, calculé sur base du budget 2013 et arrêté par le Collège Communal au 13/11/2012.

-----

#### **17. Finances – Octroi d’un cadeau de naissance**

*« Madame Senecaut interroge la Présidente quant à l’opportunité de soumettre déjà ce point (ainsi que les deux suivants) à l’approbation du Conseil communal, estimant qu’il serait davantage opportun de l’aborder une fois le budget communal revenu approuvé par les autorités de tutelle. La Présidente lui confirme son intention de voter ces trois points lors de cette séance, compte tenu du recours aux douzièmes provisoires dans l’attente de l’approbation du budget communal. La Présidente lui confirme également que les montants qui ont été prévus pour 2013 sont les mêmes que ceux prévus en 2012 ».*

*« Madame Senecaut propose également que soient inclus dans les bénéficiaires de ce cadeau de naissance, les familles procédant à l’adoption ou à l’accueil d’un enfant. La Présidente lui propose d’aborder à nouveau cette question à l’occasion de la prochaine séance du Conseil communal. »*

*« Monsieur Delhaye s’enquiert des modalités d’organisation de la cérémonie au cours de laquelle un cadeau de naissance est offert, et demande si les conseillers sont conviés. La Présidente lui répond que seuls les membres du Collège sont présents, pour des raisons liées à l’organisation de la cérémonie. »*

**Le Conseil Communal,**

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1120-30 et L1122-32 ;

**Vu** les finances communales ;

**Considérant** que les cadeaux octroyés aux nouveaux-nés Jurbisiens sont considérés comme des dépenses facultatives et qu'elles ne peuvent être octroyées par les communes que dans les limites de leurs possibilités budgétaires ;

**Considérant** qu'un article budgétaire sera prévu annuellement au budget communal à savoir : 825/12316 ;

Sur proposition du Collège Communal ;

**DECIDE :**

Par 14 voix pour, 4 Abstentions

**Article 1<sup>er</sup>** : d'octroyer, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013, pour chaque naissance, un cadeau d'une valeur minimum de 20 euros et maximum de 35 euros ainsi qu'une photo-souvenir.

**Article 2** : ces cadeaux et photo seront octroyés à la mère ou à la personne qui a la garde effective du nouveau-né.

**Article 3** : pour bénéficier de ces présents, la mère devra être inscrite au moment de l'accouchement au registre de la population ou des étrangers de la Commune de Jurbise à titre de résidence principale.

**Article 4** : les factures des cadeaux et photos seront remises auprès du service des finances de l'Administration Communale pour être annexées aux mandats de paiement.

**Article 5** : la liquidation des factures énumérées ci-dessus reste subordonnée à l'inscription des crédits nécessaires au budget communal de Jurbise.

**Article 6** : exemplaires de la présente résolution seront transmises aux autorités de tutelle et à Monsieur le Receveur Communal pour toutes fins utiles.

-----  
**Madame Pascale Mauroy-Moulint-Stalpaert intègre la séance.**  
-----

## **18. Finances – Octroi d'un cadeau pour les nouveaux habitants de l'entité**

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1120-30 et L1122-32 ;

**Vu** les finances communales ;

**Considérant** que les cadeaux octroyés aux nouveaux habitants sont considérés comme des dépenses facultatives et qu'elles ne peuvent être octroyées par les communes que dans les limites de leurs possibilités budgétaires ;

Sur proposition du Collège Communal ;

**DECIDE :**

Par 15 voix pour, 4 abstentions

**Article 1er** : d'organiser une cérémonie et d'octroyer un cadeau de bienvenue pour les nouveaux habitants de l'entité et ce, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013,

**Article 2** : Ce cadeau sera remis aux nouveaux habitants qui sont inscrits au registre de la population de la commune de Jurbise depuis le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice.

**Article 4** : les factures seront remises auprès du service des finances de l'Administration Communale pour être annexées aux mandats de paiement.

**Article 5** : la liquidation des factures reste subordonnée à l'inscription des crédits nécessaires au budget communal de Jurbise.

**Article 6** : exemplaires de la présente résolution seront transmises aux autorités de tutelle et à Monsieur le Receveur Communal pour toutes fins utiles.

-----  
**19. Finances – Modalités de fonctionnement pour l'achat d'un cadeau lors de cérémonies dédiées à l'âge ou aux années de mariage**

*« Madame Senecaut réitère la position défendue au point 17, tout en demandant s'il ne serait pas opportun d'élargir cette cérémonie-ci aux cohabitants légaux. La Présidente et Mme Robette-Delputte font part de leur opinion contraire, estimant que le mariage et la cohabitation légale n'impliquent pas vraiment un même cérémonial. Par ailleurs, la Présidente met en évidence que le nombre de cohabitations légales dont elle a eu connaissance à Jurbise est particulièrement faible. »*

*« Monsieur Delhaye met en évidence la différence entre le montant des cadeaux offerts pour les nouveaux-nés et celui des cadeaux offerts lors des cérémonies dédiées à l'âge ou aux années de mariage. Il interroge la Présidente sur l'opportunité d'équilibrer ces montants, mais celle-ci fait part à Monsieur Delhaye de son avis contraire ».*

**Le Conseil Communal,**

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article 1122-30 ;

**Attendu** que, chaque année, la Commune de Jurbise met à l'honneur les : nonagénaires, centenaires, nocés d'or, de diamant, de brillant et de platine, si et seulement si les personnes concernées organisent une réception;



**Attendu** qu'un cadeau leur est remis à cette occasion,

**Attendu** que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 76301/12402 du budget;

**DECIDE :**

*par 15 voix pour, 4 abstentions*

D'octroyer un cadeau, dont la valeur est fixée comme suit :

100 € pour les centenaires

Une boîte de chocolat et une liqueur (valeur 25€) pour les noces d'argent (25 ans de mariage)

150 €, avec un bouquet de fleurs et un album photo pour les noces d'or (50 ans de mariage)

150 €, avec un bouquet de fleurs et un album photo pour les noces de diamant (60 ans de mariage)

150 €, avec un bouquet de fleurs et un album photo pour les noces de brillant (65 ans de mariage)

150 €, avec un bouquet de fleurs et un album photo pour les noces de platine (70 ans de mariage).

-----

**20. Juridique - MP 2013-01-SG-EB relatif à la fourniture de gasoil de chauffage pour les bâtiments communaux, du CPAS et des Cultes, et de gasoil routier pour les véhicules de l'Administration – mode de passation, conditions et CSC**

*« Madame Senecaut demande s'il ne serait pas opportun, comme cela se fait pour d'autres procédures de marché public, d'envisager la réalisation de ce marché sur une période de 4 années. La Présidente et le Secrétaire communal faisant fonction lui répondent que ce n'est pas possible car les fournisseurs de gasoil ne s'engageraient pas pour une aussi longue période, compte tenu de la fluctuation régulière des prix ».*

**Le Conseil Communal,**

**Vu** le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

**Vu** la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 15, et notamment l'article 19 permettant une exécution conjointe des fournitures pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents ;

**Vu** l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures ;

**Vu** l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1 ;

**Vu** le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures ;

**Considérant** le cahier spécial des charges N° 2013-01-SG-EB relatif au marché "Fourniture de gasoil de chauffage pour les bâtiments communaux, du CPAS et des Cultes, et de gasoil routier pour les véhicules de l'Administration" établi par le Service Juridique ;

**Considérant** que le montant estimé de ce marché s'élève à 243.250,50 € hors TVA ou 294.333,11 €, 21% TVA comprise ;

**Considérant** que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

**Considérant** qu'il est proposé de passer le marché par adjudication publique ;

**Considérant** qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin ;

**Considérant** que le crédit permettant cette dépense sera inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013 de la Commune et du CPAS de Jurbise, et sera financé par un emprunt ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : D'approuver le cahier spécial des charges N° 2013-01-SG-EB et le montant estimé du marché "Fourniture de gasoil de chauffage pour les bâtiments communaux, du CPAS et des Cultes, et de gasoil routier pour les véhicules de l'Administration", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 243.250,50 € hors TVA ou 294.333,11 €, 21% TVA comprise.

**Article 2** : De choisir l'adjudication publique comme mode de passation du marché.

**Article 3** : De soumettre le marché à la publicité européenne.

**Article 4** : De transmettre la présente délibération à la tutelle. Cette délibération sera exécutoire le jour de sa transmission à l'autorité de tutelle.

**Article 5** : De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national et européen.

**Article 6** : De financer cette dépense par des crédits qui seront inscrits aux budgets extraordinaires de l'exercice 2013 de la Commune et du CPAS de Jurbise.

**Article 7** : Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**21. Juridique - MP 2013-02-SG relatif à l'achat de papier pour l'Administration, le CPAS et les trois écoles communales – mode de passation, conditions, CSCh et liste des sociétés à consulter**

**Le Conseil Communal,**

**Vu** le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

**Vu** la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 67.000,00 €) ;

**Vu** l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

**Vu** l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2 ;

**Considérant** que le Service Juridique a établi une description technique N° 2013-02-SG pour le marché "Achat de papier pour l'Administration, le CPAS et les trois écoles communales" ;

**Considérant** que le montant estimé de ce marché s'élève à 10.000,00 € hors TVA ou 12.100,00 €, 21% TVA comprise ;

**Considérant** qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

**Considérant** qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin ;

**Considérant**, en conséquence, que les quantités présumées indiquées au cahier spécial des charges régissant le présent marché le sont à titre purement indicatif, qu'elles n'engagent nullement l'administration ; que, dès lors, l'adjudicataire ne pourra réclamer aucune indemnité dans le cas où les quantités présumées ne seraient pas atteintes;

**Considérant** que la date du 25 janvier 2013 à 15.00 h est proposée comme date limite à laquelle les offres doivent parvenir à l'administration ;

**Considérant** que les crédits permettant cette dépense seront inscrits au budget ordinaire de l'exercice 2013 de la Commune et du CPAS de Jurbise et seront financés par un emprunt ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>**: D'approuver la description technique N° 2013-02-SG et le montant estimé du marché "Achat de papier pour l'Administration, le CPAS et les trois écoles communales", établis par le Service Juridique. Le montant estimé s'élève à 10.000,00 € hors TVA ou 12.100,00 €, 21% TVA comprise.

**Article 2 :** De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

**Article 3 :** De consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée :

- ARPACA, Rue des Viaducs, 350 à 7020 Nimy
- Lyreco, Rue du Fond des Fourches 20 à 4041 Vottem
- XEROX DOCUMENT SUPPLIES, Wezembeekstraat 5 à 1930 Zaventem
- RICOH BELGIUM S.A., Medialaan 28A à 1800 Vilvoorde.

**Article 4 :** De fixer la date limite pour faire parvenir les offres à l'administration au 25 janvier 2013 à 15.00 h.

**Article 5 :** De financer cette dépense par des crédits qui seront inscrits au budget ordinaire de l'exercice 2013 de la Commune et du CPAS de Jurbise.

**Article 6 :** Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**22. Travaux - MP 2012-30-SG-RP relatif à la restauration du clocher et des toitures de l'Eglise Saint-Eloi de Jurbise – mode de passation, conditions et CSCh**

*« La Présidente propose au Conseil communal d'opter pour le mode de passation de la procédure négociée sans publicité en lieu et place de la procédure d'adjudication publique.*

*Mr Breuse fait remarquer que ce n'est pas la première fois que la toiture de cette Eglise doit subir des réparations, et juge excessif le coût induit par ces réparations successives.*

*La Présidente lui précise que l'intervention ici envisagée est consécutive à la tempête qui a touché l'Eglise Saint-Eloi au début de l'année 2012, et qu'elle portera non pas, pour l'essentiel, sur la nouvelle toiture réfectionnée récemment, mais surtout sur le clocher. Par ailleurs, elle précise que l'estimation des travaux a été réalisée par un architecte, et que seuls les travaux jugés nécessaires par cet architecte seront réalisés ».*

**Le Conseil Communal,**

**Vu** le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

**Vu** la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 15 ;

**Vu** l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures ;

**Vu** l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1 ;

**Vu** le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures ;

**Vu** la décision du Collège communal du 20 août 2012 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "Rénovation du clocher et des toitures de l'Eglise St-Eloi de Jurbise" à Deroubaix Xavier, Chaussée Brunehault, 176 à 7050 Jurbise ;

**Considérant** le cahier spécial des charges relatif à ce marché établi le 26 novembre 2012 par l'auteur de projet, Deroubaix Xavier, Chaussée Brunehault, 176 à 7050 Jurbise ;

**Considérant** que le montant estimé de ce marché s'élève à 35.877,38 € hors TVA ou 43.411,63 €, 21% TVA comprise ;

**Considérant** qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

**Considérant** que le crédit permettant cette dépense sera inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013 et sera financé par un emprunt ;

**DECIDE :**

*par 15 voix « pour » et 4 voix « contre »*

Article 1<sup>er</sup> : D'approuver le cahier spécial des charges et le montant estimé du marché "Rénovation du clocher et des toitures de l'Eglise St-Eloi de Jurbise", établis par l'auteur de projet, Deroubaix Xavier, Chaussée Brunehault, 176 à 7050 Jurbise. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 35.877,38 € hors TVA ou 43.411,63 €, 21% TVA comprise.

Article 2 : De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3 : De financer cette dépense par un crédit qui sera inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013.

Article 4 : Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**23. Travaux - MP 2012-31-SG-RP relatif à la construction d'un préau à l'Ecole primaire d'Herchies – mode de passation, conditions et CSCh**

*« Madame Senecaut demande à l'Echevin des Travaux pourquoi le mode de passation proposé pour cette procédure de marché public n'est pas la procédure négociée sans publicité. Mr Horny lui répond que l'estimation étant proche du seuil au-delà duquel le mode de la procédure négociée sans publicité ne peut plus être choisi, la Commune devrait recommencer la procédure si l'offre finalement la moins disante venait à dépasser ce seuil. Madame Senecaut fait également remarquer une différence entre un montant indiqué à deux endroits distincts dans le CSCh. Monsieur l'Echevin des Travaux et la Présidente lui précise que le premier montant se rapporte à l'estimation réalisée par l'auteur de projet, tandis que le second se rapporte à une somme « réserve » imposée au soumissionnaire.*

*Madame Senecaut s'interroge également sur la manière dont le critère d'attribution de la « qualité technique » sera analysé. La Présidente lui répond que cette mission relève des compétences de l'auteur de projet désigné, qui est architecte. Madame Senecaut demande également comment le délai de réalisation pourra servir à départager les soumissionnaires. Le Secrétaire communal faisant fonction lui précise que c'est le soumissionnaire le moins disant, et donc proposant les délais les plus courts, qui obtiendra la côte maximale. »*

## **Le Conseil Communal,**

**Vu** le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

**Vu** la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 16 ;

**Vu** l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures ;

**Vu** l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1 ;

**Vu** le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures ;

**Vu** la décision du Collège communal du 7 mai 2012 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "Construction d'un préau à l'Ecole primaire d'Herchies" à Deroubaix Xavier, Chaussée Bruneault, 176 à 7050 Jurbise ;

**Considérant** le cahier spécial des charges relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, Deroubaix Xavier, Chaussée Bruneault, 176 à 7050 Jurbise ;

**Considérant** que le montant estimé de ce marché s'élève à 46.158,78 € hors TVA ou 55.852,12 €, 21% TVA comprise ;

**Considérant** qu'il est proposé de passer le marché par appel d'offres général ;

**Considérant** que le crédit permettant cette dépense sera inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013 et sera financé par un emprunt ;

### **DECIDE, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>**: D'approuver le cahier spécial des charges et le montant estimé du marché "Construction d'un préau à l'Ecole primaire d'Herchies", établis par l'auteur de projet, Deroubaix Xavier, Chaussée Bruneault, 176 à 7050 Jurbise. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 46.158,78 € hors TVA ou 55.852,12 €, 21% TVA comprise.

**Article 2** : De choisir l'appel d'offres général comme mode de passation du marché.

**Article 3** : De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

**Article 4** : De financer cette dépense par un crédit qui sera inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013.

**Article 5 :** Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----  
**24. Travaux – Plan trottoir 2011 - Aménagement de trottoirs à la Rue des Masnuy – conditions et mode de passation du marché**

**Le Conseil Communal, à l'unanimité :**

Approuve les modes de passation, conditions, CSCh de cette procédure de marché public.

-----  
**25. Personnel – Modification apportée au Règlement de Travail de la Commune – Modification de l'horaire de travail d'un membre du personnel communal (personnel administratif-Service Etat Civil/Population : 14H/semaine**

**Le Conseil Communal,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

**Vu** le règlement de travail du personnel communal non enseignant, adopté par le Conseil communal en sa séance du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;

**Vu** le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 14 septembre 2012 ;

**Vu** le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 14 septembre 2012 ;

**Attendu** qu'il est proposé d'adapter l'horaire de travail d'un membre du personnel administratif, affecté au Service Etat-civil / Population, de la manière indiquée dans le tableau annexé à la présente délibération ;

Après en avoir délibéré ;

**Décide, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup> :** D'approuver la proposition d'adaptation l'horaire de travail d'un membre du personnel administratif, affecté au Service Etat-civil / Population, de la manière indiquée dans le tableau annexé à la présente délibération.

**Article 2 :** De transmettre, pour approbation, un exemplaire de la présente décision aux autorités de tutelle, ainsi que, pour information, au personnel communal, aux organisations syndicales ainsi qu'à Monsieur le Receveur Communal.

-----

**26. Personnel – Modification apportée au Règlement de Travail de la Commune – Modification de l’horaire de travail d’un membre du personnel communal (personnel administratif- Bibliothèque Communale : 24H/semaine**

**Le Conseil Communal,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l’article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l’administration;

**Vu** le règlement de travail du personnel communal non enseignant, adopté par le Conseil communal en sa séance du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;

**Vu** le protocole d’accord dressé à l’issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 14 septembre 2012 ;

**Vu** le protocole d’accord dressé à l’issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 14 septembre 2012 ;

**Attendu** qu’il est proposé d’adapter l’horaire de travail d’un membre du personnel administratif, affecté à la Bibliothèque communale, de la manière indiquée dans le tableau annexé à la présente délibération ;

Après en avoir délibéré ;

**Décide, à l’unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : D’approuver la proposition d’adaptation l’horaire de travail d’un membre du personnel administratif, affecté à la Bibliothèque communale, de la manière indiquée dans le tableau annexé à la présente délibération.

**Article 2** : De transmettre, pour approbation, un exemplaire de la présente décision aux autorités de tutelle, ainsi que, pour information, au personnel communal, aux organisations syndicales ainsi qu’à Monsieur le Receveur Communal.

-----  
**27. Personnel – Modification apportée au Règlement de Travail de la Commune – Modification de l’horaire de travail d’un membre du personnel communal (personnel administratif- Diététicienne communale : 19H/semaine**

**Le Conseil Communal,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l’article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;



**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

**Vu** le règlement de travail du personnel communal non enseignant, adopté par le Conseil communal en sa séance du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;

**Vu** le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 14 septembre 2012 ;

**Vu** le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 14 septembre 2012 ;

**Attendu** qu'il est proposé d'adapter l'horaire de travail d'un membre du personnel administratif, Diététicienne communale, de la manière indiquée dans le tableau annexé à la présente délibération ;

Après en avoir délibéré ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

Article 1<sup>er</sup> : D'approuver la proposition d'adaptation l'horaire de travail d'un membre du personnel administratif, Diététicienne communale, de la manière indiquée dans le tableau annexé à la présente délibération.

Article 2 : De transmettre, pour approbation, un exemplaire de la présente décision aux autorités de tutelle, ainsi que, pour information, au personnel communal, aux organisations syndicales ainsi qu'à Monsieur le Receveur Communal.

---

## **28. Personnel – Corrections apportées au Règlement de Travail de la Commune – Article 79§6**

**Le Conseil Communal,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

**Vu** le règlement de travail du personnel communal non enseignant, adopté par le Conseil communal en sa séance du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;

**Vu** le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 14 septembre 2012 ;

**Vu** le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 14 septembre 2012 ;

**Attendu** qu'il s'est avéré nécessaire de procéder à une correction de l'article 79 §6 du règlement de travail communal, le personnel communal non enseignant étant autorisé à reporter 5 jours de congés annuels jusqu'au 30 avril de l'année suivante, et non pas jusqu'au 30 mars ;

**Considérant** que cette correction est indispensable afin de mettre en concordance les dispositions du règlement de travail du personnel communal non enseignant avec celles du statut administratif du personnel communal non enseignant ;

Après en avoir délibéré ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup> :** D'approuver la proposition de correction de l'article 79 §6 du règlement de travail du personnel communal non enseignant. Le personnel communal non enseignant est autorisé à reporter 5 jours de congés annuels jusqu'au 30 avril de l'année suivante.

**Article 2 :** De transmettre, pour approbation, un exemplaire de la présente décision aux autorités de tutelle, ainsi que, pour information, au personnel communal, aux organisations syndicales ainsi qu'à Monsieur le Receveur Communal.

-----  
**29. Personnel – Modifications apportées au Statut administratif de la Commune – Article 159§4**

**Le Conseil Communal, à l'unanimité :**

Approuve les modifications apportées au Statut administratif de la Commune.

-----  
**30. Personnel – Modifications apportées au Règlement de Travail et au Statut administratif de la Commune – Modalités d'accès aux bâtiments**

**Le Conseil Communal,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

**Vu** le statut administratif du personnel communal non enseignant, adopté par le Conseil communal en sa séance du 20 septembre 2011 ;

**Vu** le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 14 septembre 2012 ;

**Vu** le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 14 septembre 2012 ;

**Attendu** qu'il s'est avéré nécessaire de procéder à l'adaptation des dispositions du Règlement de Travail et du Statut administratif de la Commune relative à l'accès aux bâtiments communal ;

Après en avoir délibéré ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : D'approuver l'adaptation apportée au Règlement de Travail et au Statut administratif de la Commune. ;

**Article 2** : De transmettre, pour approbation, un exemplaire de la présente décision aux autorités de tutelle, ainsi que, pour information, au personnel communal, aux organisations syndicales ainsi qu'à Monsieur le Receveur Communal.

-----  
**31. Personnel – Modifications apportées au Règlement de Travail de la Commune – Installation d'éthylotests anti-démarrage sur 5 véhicules communaux**

**Le Conseil Communal,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

**Vu** le règlement de travail du personnel communal non enseignant, adopté par le Conseil communal en sa séance du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;

**Vu** le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 14 septembre 2012 ;

**Vu** le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 14 septembre 2012 ;

**Attendu** qu'il s'est avéré nécessaire de procéder à l'ajout de certaines nouvelles dispositions dans le règlement de travail communal, consécutivement à l'installation, dans cinq véhicules de l'Administration communale, d'éthylotests anti-démarrage ;

Après en avoir délibéré ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : D'approuver l'ajout de nouvelles dispositions dans le règlement de travail communal, consécutivement à l'installation, dans cinq véhicules de l'Administration communale, d'éthylotests anti-démarrage.

**Article 2** : De transmettre, pour approbation, un exemplaire de la présente décision aux autorités de tutelle, ainsi que, pour information, au personnel communal, aux organisations syndicales ainsi qu'à Monsieur le Receveur Communal.

-----

**32. Personnel – Modifications apportées au Statut Administratif de la Commune – Intégration des dispositions découlant de la loi du 12 avril 2011 modifiant la loi du 1<sup>er</sup> février 2011 portant la prolongation des mesures de crise et l'exécution de l'accord interprofessionnel, et exécutant le compromis du Gouvernement relatif au projet d'accord interprofessionnel**

**Le Conseil Communal,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

**Vu** le statut administratif du personnel communal non enseignant, adopté par le Conseil communal en sa séance du 20 septembre 2011 ;

**Vu** la Loi du 12 avril 2011 modifiant la Loi du 1<sup>er</sup> février 2011 portant la prolongation des mesures de crise et l'exécution de l'accord interprofessionnel, et exécutant le compromis du Gouvernement relatif au projet d'accord interprofessionnel ;

**Vu** le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 14 septembre 2012 ;

**Vu** le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 14 septembre 2012 ;

**Attendu** qu'il s'est avéré nécessaire de procéder à diverses adaptations et modifications du statut administratif communal, consécutivement à l'intégration des nouvelles dispositions en matière de préavis fixées par la Loi du 12 avril 2011 précitée ;

Après en avoir délibéré ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : D'approuver les adaptations et modifications apportées au statut administratif communal, découlant de l'intégration des nouvelles dispositions en matière de préavis fixées par la Loi du 12 avril 2011 modifiant la Loi du 1<sup>er</sup> février 2011 portant la prolongation des mesures de crise et l'exécution de l'accord interprofessionnel, et exécutant le compromis du Gouvernement relatif au projet d'accord interprofessionnel.

**Article 2** : De transmettre, pour approbation, un exemplaire de la présente décision aux autorités de tutelle, ainsi que, pour information, au personnel communal, aux organisations syndicales ainsi qu'à Monsieur le Receveur Communal.

-----

**33. Personnel – Formation obligatoire (C.A.P) pour le personnel ouvrier en possession d'un permis C ou D – rattachement à la convention conclue entre le Gouvernement Wallon, le Centre Régional de Formation et le FOREM**

**Le Conseil Communal,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

**Vu** l'Arrêté royal du 4 mai 2007, transposant la Directive européenne 2003/59/CE, relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C, C+E, D, D+E et des sous-catégories C1, C1+E, D1, D1+E ;

**Attendu** qu'en vertu de l'Arrêté royal du 4 mai 2007 précité, les conducteurs titulaires d'un permis C, C+E, D ou D+E sont tenus de satisfaire à certaines exigences d'aptitude professionnelle et, pour ce faire, d'obtenir un Certificat d'Aptitude Professionnelle (C.A.P.) ;

**Considérant** que les dates butoir du 9 septembre 2015 (permis D ou D+E) et du 9 septembre 2016 (permis C ou C+E) ont été fixées pour l'obtention de ce C.A.P. ;

**Vu** la Convention cadre conclue, en 2007 entre le Gouvernement wallon, le Forem et le Centre régional de Formation ;

**Attendu** que les pouvoirs locaux sont autorisés à se rattacher à cette convention afin de bénéficier des services et tarifs du Forem, organisme habilité à dispenser la formation nécessaire à l'obtention du C.A.P. ;

**Considérant** que les crédits nécessaires seront prévus au budget ordinaire de l'exercice 2013 ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : De se rattacher à la convention conclue entre le Gouvernement wallon, le Forem et le Centre régional de Formation afin de bénéficier des services et tarifs du Forem.

**Article 2** : De transmettre un exemplaire de la présente délibération au Forem ainsi qu'à Monsieur le Receveur communal pour disposition.

-----  
**34. Culture – « La ligue des Familles/Section Jurbise »-location et mise à disposition des salles communales, dérogation au règlement de location**

*« Madame Senecaut demande à l'Echevine de la Culture comment sont déterminées, pour cette location de la salle culturelle comme pour les autres, les heures de début et de fin d'activité. Madame l'Echevine de la Culture lui indique que les activités organisées par la Ligue des Familles nécessitent une occupation de la salle s'étalant entre 10h et 17h. »*

*« Madame Senecaut met en évidence que le manque de précisions demandées aux locataires quant aux horaires d'occupation, et le fait qu'aucun agent de la Commune n'est présent pour contrôler le respect des heures de fermeture des salles, sont deux des sources du litige qui oppose actuellement la Commune à certains riverains.*

*La Présidente demande à Madame Senecaut de ne pas s'écarter du point ici abordé, et rappelle que le litige dont question faisant l'objet d'une procédure judiciaire – et que les noms de personnes risquant dès lors d'être cités – elle ne l'abordera qu'en huis clos.*

*Madame Senecaut indique toutefois qu'elle souhaite aborder ce point dans le cours de la séance. »*

Le Conseil Communal,

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

**Vu** le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales approuvé par le Conseil Communal en séance du 3 septembre 2009, et ses modifications ultérieures ;

**Attendu** que, suite au courrier du 25 novembre 2012 de la LIGUE DES FAMILLES, section de JURBISE, il est proposé de mettre la salle Jacques GALANT à sa disposition les samedis 09 mars 2013 et 26 octobre 2013, afin de lui permettre de mener à bien l'organisation d'une foire aux jouets, vélos et matériel de puériculture ainsi que d'une « foire aux vêtements » ;

**Considérant** qu'il est proposé de mettre cette salle à disposition du demandeur, sur base d'une gratuité partielle du prix de location, à savoir un montant forfaitaire de 259 € par comprenant le nettoyage (100 EUR x 2 dates) et les assurances (29,50 EUR x 2 dates) ;

**Considérant** que cette gratuité partielle se justifie par l'intérêt communal des manifestations concernées ;

Sur proposition du Collège Communal, en sa séance du 26/11/2012 ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : De mettre à disposition de la « LIGUE DES FAMILLES », section de JURBISE, la salle Jacques GALANT et ce sur base d'une gratuité partielle arrêtée au montant forfaitaire de 259 EUR (2 dates) les samedis 09 mars 2013 et 26 octobre 2013. Cette mise à disposition est destinée à permettre au demandeur de mener à bien l'organisation d'une foire aux jouets, vélos et matériel de puériculture ainsi que d'une foire aux vêtements.

**Article 2** : Cette gratuité partielle se justifie par l'intérêt communal de la manifestation organisée.

**Article 3** : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Receveur communal pour disposition.

-----

### **35. Culture – « Dodge Company »-location et mise à disposition des salles communales, dérogation au règlement de location**

*« Madame Senecaut réitère ses remarques relatives au contrôle des heures d'occupation des salles culturelles et de l'heure de fermeture de ces mêmes salles. Monsieur Delhaye interroge l'Echevine de la Culture sur l'intérêt communal que représentent les activités de la « Dodge Company », intérêt communal à la base de la dérogation tarifaire ici proposée. Madame Desmet- Culquin lui répond en mettant en évidence la plus-value apportée par ces activités.*

#### **Le Conseil Communal,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

**Vu** le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales approuvé par le Conseil Communal en séance du 3 septembre 2009, et ses modifications ultérieures ;

**Attendu** que, suite au courrier du 19 novembre 2012 de la DODGE COMPANY, il est proposé de mettre la salle de l'Orangerie à sa disposition du 28 au 30 juin 2013, afin de lui permettre de mener à bien l'organisation d'une manifestation regroupant des véhicules militaires anciens ;  
Considérant qu'il est proposé de mettre cette salle à disposition du demandeur, sur base d'une gratuité partielle du prix de location, à savoir un montant forfaitaire de 125 € ;

**Considérant** que cette gratuité partielle se justifie par l'intérêt communal de la manifestation concernée ;

Sur proposition du Collège Communal, en sa séance du 26/11/2012 ;

#### **DECIDE :**

*par 15 voix « pour » et 4 abstentions*

**Article 1<sup>er</sup>** : De mettre à disposition de la DODGE COMPANY la salle de l'Orangerie, du 28 au 30 juin 2013, et ce sur base d'une gratuité partielle arrêtée au montant forfaitaire de 125 €. Cette mise à disposition est destinée à permettre au demandeur de mener à bien l'organisation d'une manifestation qui regroupe des véhicules militaires anciens.

**Article 2** : Cette gratuité partielle se justifie par l'intérêt communal de la manifestation organisée.

**Article 3** : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Receveur communal pour disposition.

-----

### **36. Secrétariat – Délégation au Collège Communal pour le recrutement de personnel contractuel ou APE**

**Le Conseil Communal,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

**Vu** encore le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1213-1 relatif à la faculté, pour le Conseil communal, de donner délégation au Collège communal pour désigner les agents dont le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation ne règle pas la désignation ;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

**Revu** sa délibération du 12 décembre 2006 donnant délégation au Collège Communal pour la désignation du personnel contractuel employé ou ouvrier, ainsi que pour le personnel APE lorsque l'intérêt du service l'exige, sauf en ce qui concerne les membres du personnel enseignant ;

**Attendu** qu'afin d'assurer, au quotidien, le bon fonctionnement et la parfaite continuité des services, il est jugé nécessaire et opportun de reconduire cette décision, celle-ci étant révocable sur décision du Conseil communal ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : de donner délégation au Collège Communal pour la désignation du personnel contractuel employé ou ouvrier, et APE lorsque l'intérêt du service l'exigera. Ce pouvoir s'exercera dans les limites prévues à l'article L1213-1 du code de la démocratie et de la décentralisation. Les désignations faites en application de la présente délibération auront toujours un caractère provisoire ou temporaire.

**Article 2** : la présente délégation est révocable sur décision du Conseil communal.

**Article 3** : un exemplaire de la présente délibération sera transmise aux autorités de tutelle ainsi qu'à Monsieur le Receveur communal.

-----

### **37. Secrétariat – Déclarations individuelles d'apparement ou de regroupement-Information**

**Le Conseil communal,**

**Considérant** que les intercommunales devront, suite au renouvellement des conseils communaux, procéder au renouvellement de leurs assemblées générales et de leurs conseils d'administration ;

**Considérant** que les membres du conseil d'administration de chaque intercommunale sont désignés par leurs assemblées générales respectives à la proportionnelle des conseils communaux des communes associées ;



**Considérant** que pour le calcul de cette proportionnelle, il est tenu compte des éventuels critères statutaires ainsi que des déclarations individuelles facultatives d'apparement ou de regroupement, pour autant que celle-ci soient transmise à l'intercommunale avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année qui suit celle des élections communales et provinciales ;

**Considérant** que cette répartition proportionnelle s'applique à l'ensemble des organes de gestion de l'intercommunale ;

**Vu** l'article L 1523-15, §3 al.2 du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation stipulant que : « *Pour le calcul de cette proportionnelle, il sera tenu compte des éventuels critères statutaire ainsi que des déclarations individuelles facultatives d'apparement ou de regroupement, pour autant celles-ci soient transmise à l'intercommunale avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année qui suit celle des élections communales et provinciales.* » ;

**DECIDE :**

**Article 1er** : De prendre acte des déclarations d'apparement suivantes :

*GALANT Jacqueline (LB) déclare s'apparement au MR.*

*CAULIER Guy (LB) déclare s'apparement au MR.*

*HORNY Daniel (LB) déclare s'apparement au MR.*

*DESMET-CULQUIN Brigitte (LB) déclare s'apparement au MR.*

*D'HAESE-LEURIDANT Mireille (LB) déclare s'apparement au MR.*

*DUBOIS Guy (LB) déclare s'apparement au MR.*

*MAUROY-MOULIN-STALPAERT Pascale (LB) déclare s'apparement au MR.*

*POTTIEZ Pierre (LB) déclare s'apparement au MR.*

*ROBETTE-DELPOTTE Francine (LB) déclare s'apparement au MR.*

*DECAMPS Philippe (LB) déclare s'apparement au MR.*

*DEMOUSTIEZ Adrien (LB) déclare s'apparement au MR.*

*DESSILLY Vincent (LB) déclare s'apparement au MR.*

*DECOSTER Christa (LB) déclare s'apparement au MR.*

*EGELS Emmanuel (LB) déclare s'apparement au MR.*

**Article 2** : De communiquer cette délibération aux intercommunales concernées.

-----  
**38. Secrétariat -A.L.E- Désignation des représentants du Conseil Communal à l'Assemblée Générale-Désignation**

**Le Conseil Communal,**

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L 1122 – 18 et L 1122 - 30.

**Vu** le statut de l'association sans but lucratif AGENCE LOCALE POUR L'EMPLOI DE JURBISE;

**Considérant** qu'il appartient à la Commune de désigner 7 des 14 associés appelés à composer l'association sans but lucratif précitée;

**Considérant** que les mandats sont répartis proportionnellement entre les groupes qui composent le Conseil Communal, sont considérés comme formant un groupe, les membres du conseil qui ont été élus

sur une même liste ;

**Vu** la liste des candidats présentés par la majorité et par la minorité;

**ARRETE :**

**Article unique** : sont désignés en qualité d'associés de l'association sans but lucratif « AGENCE LOCALE POUR L'EMPLOI »:

*Pour le groupe L.B. (6) :*

Marie-France Greuse

Adrien Demoustiez

Guy Dubois

Philippe Loiseau

Olivier Gugliotta

Pascale Mauroy-Moulin-Stalpaert.

*Pour le groupe P.S. (1) :* Luc Carlier.

---

### **39. Secrétariat –Création d'une Commission des Finances-Désignation des Membres**

**Le Conseil Communal,**

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment ses articles L 1122 – 18 et L 1122 - 34;

**Vu** la proposition du Collège Communal de créer une commission des finances qui sera chargée de l'examen des budgets communaux, des modifications budgétaires aux budgets communaux et des comptes communaux;

**Considérant** que les mandats sont répartis proportionnellement entre les groupes qui composent le Conseil Communal, sont considérés comme formant un groupe, les membres du conseil qui ont été élus sur une même liste ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

**Article 1er** : de créer une commission des finances qui sera chargée de l'examen des budgets communaux, des modifications budgétaires aux budgets communaux et des comptes communaux;

**Article 2** : de désigner les 11 membres de cette commission en respectant la composition politique du Conseil :

*Pour le groupe L.B. (10) :*

Pascale Mauroy-Moulin-Stalpaert.

Jean-Pierre Hallot

Emmanuel Egels

Vincent Dessilly

Brigitte Culquin-Desmet  
Christa Decoster  
Guy Caulier  
Francine Robette-Delputte  
Guy Dubois  
Adrien Demoustiez

*Pour le groupe P.S. (1) : Joël Delhay.*

**Article 3 :** Des extraits de la présente délibération seront transmis aux Autorités Supérieures.

---

#### **40. Questions orales**

*« Madame Senecaut demande si l'égouttage de la rue Bruyère Saint-Pierre a été prévu dans le Plan Triennal 2013-2016. Monsieur l'Echevin des Travaux lui répond que le nouveau Plan n'est pas encore établi, faute de procédure initiée par la Région Wallonne, mais que l'égouttage de cette rue sera prévu par la Commune, tout comme celui de la rue Fort Joniau notamment. La Présidente précise toutefois que c'est la Région Wallonne qui fixe in fine les priorités, qui ne sont pas toujours les mêmes que celles de la Commune ».*

*« Madame Senecaut demande également si les agents administratifs qui quitteront bientôt l'Administration communale seront remplacés, et si ces personnes, qui prennent en réalité une pause-carrière, pourraient revenir. La Présidente l'informe que trois nouveaux agents ont déjà été engagés, et lui confirme également la possibilité, pour les agents en pause-carrière, de revenir soit au terme de cette pause-carrière, soit de manière anticipée ».*

*« Madame Senecaut interroge également les membres du Collège communal sur l'utilité des caméras de surveillance à l'Ecole de Masnuy-Saint-Jean, notamment la caméra dôme, et estime que cette école n'est strictement pas sécurisée car il est facile d'y pénétrer. La Présidente et l'Echevin de l'Enseignement lui précise qu'il n'est pas anormal, selon eux, que l'école soit librement accessible durant les heures d'école ainsi que pendant que le personnel d'entretien est encore occupé dans les bâtiments. Ils rappellent également à Madame Senecaut qu'en dehors de ces heures, l'école est fermée et sécurisée via un système de badges ».*

*« Madame Senecaut demande également qui est chargé de visionner les images des caméras de surveillance. La Présidente lui précise que la réponse lui sera apportée lors d'une prochaine séance du Conseil communal ».*

*« Madame Senecaut demande également à aborder la question de la salle culturelle J. Galant, mais compte tenu du fait qu'une procédure judiciaire est actuellement en cours à son sujet, la Présidente déclare le huis clos ».*

---

**HUIS CLOS :**

---

*La Présidente lève la séance.*

Par le Conseil Communal,

Le Secrétaire Communal f.f,

La Présidente,

Stéphane GILLARD

Jacqueline GALANT

